

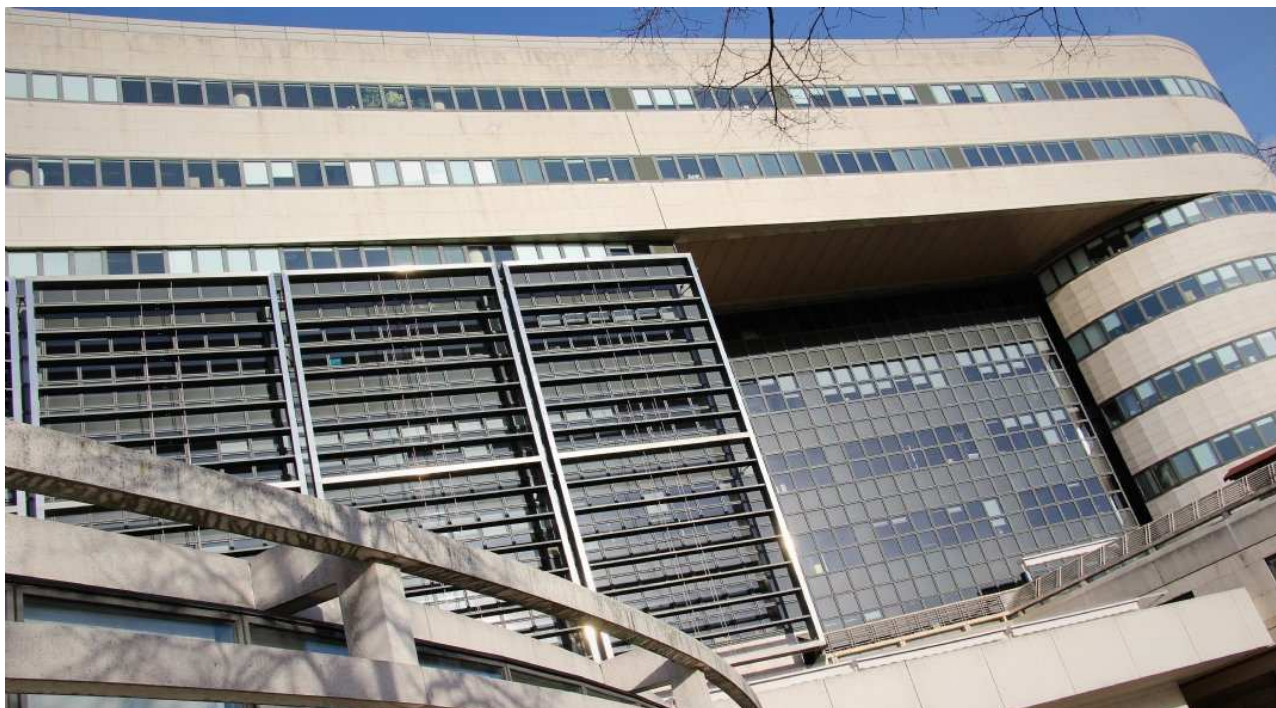
<https://www.aefinfo.fr/depeche/707914>

Erwin Canard

7 min read

Stupeur, inquiétudes, indécence : les syndicats s'indignent de la réduction du budget de l'Éducation nationale

L'ensemble des syndicats de personnels de l'Éducation nationale critique l'annulation de près de 700 M€ de crédits pour la mission Enseignement scolaire en 2024. Les organisations revendiquent l'abandon du "choc des savoirs", "désormais officiellement sans moyens" (Snes-FSU), et craignent les conséquences en termes de conditions de travail pour les personnels. Par ailleurs, les professeurs d'EPS sont appelés à la grève le 15 mars, et l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale le 8 mars, pour une "grève féministe", et le 19 mars, lors d'une mobilisation de la fonction publique.



Sur les 10 Md€ annulés au budget de l'État, près de 700 M€ concernent l'Éducation nationale. Fred Romero

Le budget 2024 de l'Éducation nationale est amputé de près de 700 M€, dont une majorité de dépenses de personnel, selon un [décret](#) paru au [J.O](#) le 22 février 2024 ([lire sur AEF info](#)). Cette annulation de crédits s'inscrit dans le cadre de la diminution globale du budget de l'État de 10 Md€ pour 2024.

Le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse affirme que "cela n'aura pas de conséquences sur les recrutements et les réformes engagées qui supposent de tels recrutements. Nous allons évidemment voir quels sont les éléments sur lesquels des ajustements sont possibles".

"Le choc des savoirs doit être abandonné" (Snes)

Le ~~Snes-FSU~~, dans un communiqué, considère que "cette saignée confirme une fois de plus le renoncement de ce gouvernement à recruter des personnels en améliorant leurs conditions de travail, de rémunération, d'avancement, pour rendre les professions attractives et garantir la bonne réalisation des missions de service public auprès de tous les élèves". En outre, "elle révèle aussi définitivement l'imposture des mesures 'choc des savoirs', désormais officiellement sans moyens", et qui doivent alors, selon le syndicat, "être abandonnées".

Contactée par AEF info, Guislaine David, secrétaire générale du ~~Snuipp-FSU~~, regrette qu' "une fois de plus, les moyens de l'Éducation nationale vont être rognés. Si les postes aux concours pour 2024 ne sont pas impactés, d'autres postes vont l'être : contractuels, ~~AESH~~... ce qui va mettre en difficulté le fonctionnement du service public. On peut imaginer que les recteurs auront moins de marges pour recruter des contractuels quand ils en ont besoin, notamment sur les postes de remplacement. Ça annonce déjà la couleur sur les fermetures de classe à venir les prochaines années alors que l'on voit actuellement que cette question crise dans les territoires".

Vers "des difficultés encore plus fortes en 2024" (Sgen-CFDT)

L'~~Unsa~~-Éducation, dans un communiqué, regrette un "signal très négatif". Et de s'interroger : "Comment peut-on parler de priorités en renvoyant un tel message de coupes budgétaires importantes ?" L'organisation s'avoue "perdue" face à cette "annonce des suppressions de postes quelques semaines après l'annonce de créations pour

permettre la réalisation des mesures annoncées par le ministre de l'Éducation nationale... devenu depuis chef du gouvernement".

L'Unsa-Éducation estime que, "avec ces coupes budgétaires, le gouvernement renonce dans les faits à une mise en place réelle des mesures du choc des savoirs à la rentrée prochaine et doit l'annoncer sans délai, sous peine de décrédibiliser l'action publique et la parole politique". Elle dénonce également "la baisse des crédits consacrés à la transition écologique, qui devaient permettre, enfin, de lancer la rénovation du bâti scolaire".

Le ~~Sgen-CFDT~~, dans un communiqué, critique "un nouveau coup de volant loin de la constance nécessaire pour consolider le service public d'éducation" ainsi que "le choix de supprimer des crédits permettant de payer ceux qui enseignent, encadrent les élèves". Le gouvernement, selon le syndicat, "renonce à chercher à couvrir les besoins non couverts et donc, plus que jamais, il n'y a pas la réalité budgétaire en cohérence avec la volonté affichée d'avoir un professeur devant chaque classe, et sans doute les difficultés à assurer l'enseignement seront-elles encore plus fortes à la rentrée 2024".

"cette nouvelle coupe budgétaire ne va qu'accentuer le mal-être des personnels" (CGT)

La ~~Fnc-FP-FQ~~ dénonce, dans un communiqué, un "plan d'austérité d'une violence inouïe envers l'école publique" qui "intervient alors que les bénéfices nets cumulés des plus grandes entreprises françaises du CAC40 ont déjà dépassé les 120 Md€ pour 2023". Le syndicat proteste contre le fait que "des milliers de postes sont menacés, alors que les personnels se mobilisent depuis des semaines contre les milliers de classes qui ferment, contre les mesures du choc des savoirs, contre l'austérité salariale et le gel du point d'indice".

Dans un communiqué, la ~~CGT~~ éducat'ion fait part de sa "stupeur" face à cette annulation de crédits. Elle estime que, dès lors, "l'application du choc des savoirs paraît impossible et offre sans doute une bouée de sauvetage à la nouvelle ministre, qui peinait il y a quelques jours encore à justifier les groupes de niveaux" ([lire sur AEF info](#)).

En revanche, la CGT est "plus qu'inquiète sur les conséquences de cette nouvelle saignée. Alors que toutes les catégories de personnels évoquent leur souffrance face à des conditions de travail qui se dégradent d'année en année, cette nouvelle coupe budgétaire ne va qu'accentuer leur mal-être dans l'exercice de leurs missions". Et de

rappeler que "Gabriel Attal avait annoncé fin décembre la création de 2 137 postes d'enseignants. Mesure exceptionnelle annoncée alors en grande pompe... pour en supprimer plus du double deux mois plus tard !"

Des grèves prévues les 8, 15 et 19 mars

De son côté, Jean-Rémi Girard, président du Snaic, joint par AEF info, estime que "faire des économies supplémentaires dans un ministère en crise, avec tous les voyants déjà au rouge, est indécent".

Enfin, le Snep-FSU proteste contre le fait que, "au moment où Bercy annonce des économies drastiques dans les ministères, 16 M€ viennent d'être trouvés et dépensés pour une opération de pure communication".

Le syndicat de professeurs d'EPS estime que "les financements utilisés auraient été bien plus utiles à l'École pour répondre aux réels enjeux", car, poursuit-il, "10 % des élèves n'iront jamais à la piscine lors de leur scolarité et de trop nombreux élèves ne peuvent, pour diverses raisons, bénéficier de l'horaire réglementaire d'EPS pourtant inscrite aux programmes".

Les professeurs d'EPS appelés à la grève le 15 mars, les personnels de l'Éducation nationale les 8 et 19 mars

Le Snep-FSU appelle les professeurs d'EPS à une grève le 15 mars 2024 pour "la résistance culturelle" et "ne pas laisser la culture sportive et artistique qu'aux plus riches de notre société". Le syndicat revendique que "l'ensemble des enfants fassent quatre heures d'EPS et non pas '30 minutes d'activité physique quotidienne' ou même 'deux heures de sport' en plus pour une vingtaine d'élèves par collège". Le Snep veut "remettre au cœur le rôle déterminant des professeurs d'EPS dans la démocratisation de la culture sportive et artistique". Par ailleurs, une intersyndicale interprofessionnelle (CFDT, CGT, Unsa, Solidaires, FSU) appelle à participer à la "grève féministe" du 8 mars, et l'intersyndicale fonction publique (CFDT, CFE-CGC, CGT, FA, FO, FSU, Solidaires, Unsa) appelle à la grève le 19 mars "pour les salaires et les conditions de travail et contre la rémunération au mérite".